L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLÉANS,

MERCREDI MATIN, 11 AOUT.

GAZETTE DES TRIBUNAUX.

POLICE CORRECTIONNELLE : Le comte de Susini-Ruisco ;—affaire des cigarettes de la Havane ;—deux millions de détournement.

Le comte de Susini-Ruisco, qui comparaissait devant la 9e chambre correctionnelle, est une figure essentiellement parisienne. En le voyant triste, amaigri, décharné, inquiet, assis, gardé à vue d'un gendarme, contemplant d'un œil morne le public de l'audience, ce public de badauds qui venait là pour voir jouer "un comte," on ne se serait jamais douté qu'on avait devant soi un des hommes qui ont le mieux jeté l'argent par les fenêtres de Paris, un étranger qui a réalisé le type de Bréhéret, rêvé par les auteurs dramatiques, chez qui tout Paris a soupé, et que tout Paris a maintenant oublié.

Il est Espagnol et propriétaire à la Havane de la fameuse fabrique de cigarettes, la Honradez, dont l'Amérique tout entière fume les produits. Vers 1868, il est venu en France pour y manger quatre ou cinq mille francs de rente. Là, pendant dix ans, il a littéralement tenu table ouverte. On entrait dans son hôtel du boulevard Haussmann, on nommait un ami, on naît plantureusement, et le soir on s'en allait en emportant une boîte de cigares exquis. Le lendemain on revenait en ancien camarade qui a déjeuné, on se remmenait d'autres le surlendemain.

La maison Susini était une mine inépuisable pour un observateur. Le comte avait trente ou quarante décorations étrangères dont les insignes étaient pendus dans des cadres le long d'un mur de son salon. De l'autre côté, on voyait une immense affiche très compliquée. C'était un arbre généalogique de la famille Susini.

On conçoit qu'un étranger aussi hospitalier devait être la proie de tous les intrigants. Aussi, un nombre prodigieux de Susini Corses pour la plupart, et se disant ses cousins, sortirent-ils de terre pour prendre leur part du gâteau. La pointe les accueillit tous, et les présenta à ses amis comme étant sa famille. Les amis firent beaucoup des nouveaux venus, on baptisèrent l'un, d'eux le plus vieux et la plus vénérable, du nom d'*ancêtre*. Cet "ancêtre" avait, il paraît, le don d'égayer l'hôtel Susini. C'est qui n'en n'était hier à la 9e chambre en riait encore.

Je ne citerai naturellement pas les noms de tous ceux et de toutes celles auxquels le comte Susini a rendu des services et autre chose, mais il faut au moins, parmi les intrigants qui abusèrent de lui, noter Hugelmann et Bureau. Ce dernier lui a escroqué trois millions environ. Quant à Hugelmann, il le faisait chanter d'une façon charmante. Il le faisait attaquer dans un certain journal, puis il allait lui offrir ses services pour le faire défendre dans d'autres.

Aujourd'hui, le comte de Susini n'a plus un sou à lui. Malin, tel soir de folie, dont on se souvient encore au boulevard Haussmann, il a fait jeter par la fenêtre tout ce qui était sur la table où l'on avait soupé, linge, cristaux, vaisselle, meubles. Maintenant, c'est un décavé, plus pauvre que le plus pauvre de ceux qui soupaient chez lui ce soir-là.

Cette petite noticé était nécessaire pour faire accepter au lecteur le récit au peu compliqué de l'affaire qui amène le comte devant la police correctionnelle. La voici, telle que l'explique le réquisitoire :

Le 13 février 1870, le comte de Susini fondait à Paris, de concert avec le sieur Cabenlet le sieur Jean de Trigoros, quinzième de Saint-Anne, son gendre, une Société anonyme ayant pour objet le commerce du tabac, l'exploitation de la marque Honradez, des brevets et des machines au nom de Susini. Le fonds social était fixé à 7,500,000 fr., divisés en actions de 500 fr. payables moitié en souscrivant, moitié sur avis du conseil d'administration.

Le conseil était autorisé à contracter un emprunt de 7,500,000 fr. par l'émission publique d'obligations. Susini Ruisco était nommé directeur-administrateur de la société, qui prenait le nom de "Compagnie française des Tabacs". Le 17 février de la même année, il dressait état des versements constatant que le capital était intégralement souscrit, et que la moitié, soit 3,750,000 fr., avait été versée.

Le lendemain, la Société se déclarait définitivement constituée.

Cet état, mensongèrement déposé en l'étude de Me Bourget, notaire, était entièrement fictif, ainsi que le versement de 3,750,000 fr. mentionné sur les livres sociaux. Parmi les souscripteurs, on voit figurer Susini lui-même pour 2,500 actions et 625,000 fr., versement qu'il était hors d'état d'effectuer. A côté de lui, pour 2,000 actions et 500,000 fr. la maison Louis Susini et fils, qui n'était qu'un nom : celui de la raison sociale sous laquelle s'exploitait la manufacture de la Honradez.

Tous les actionnaires qui ont été entendus ont déclaré avoir donné leur signature par complaisance et n'avoir rien payé.

On va voir l'emploi apparent de cette souscription fictive.

Le 25 mars 1870, Susini vendait à la Compagnie française des tabacs la fabrique de la Honradez, avec dépendances et douze brevets d'invention au prix de 7,500,000 fr, payables, 3,750,000 fr. immédiatement et l'autre moitié le 25 décembre 1875, avec intérêts de deux pour cent.

Ce paiement n'était pas plus sincère que la souscription.

A bout de ressources, on eut recours à une émission d'obligations.

Une souscription publique fut ouverte à 20,000 obligations, émises à 225 fr. remboursables à 500 fr. Elle devait durer 2 ans 10 avril 1870. Le nommé Bureau, ex-directeur de la Société industrielle, bien connu pour ses mésaventures judiciaires, s'était chargé du placement des titres. Grâce à lui, les prospectus pleuvaient et la réclame sonnait ses plus bruyantes fanfares. Les garanties ne manquaient pas ; les brevets de Susini, le capital-actions fictif, une première hypothèque sur le Honradez, etc.

Or, cette fabrique était déjà grevée, d'une dette de 615,000 francs au profit de Mme Susini mère. Pour l'éteindre, Susini, mandataire de sa mère des 1868, déclarait au consul d'Espagne à Paris qu'en cette qualité de mandataire, il avait reçu de lui-même 56,000 piastres. Il se donnait ainsi quittance à lui-même, sans débourser un centime.

Sur les 20,000 obligations émises, 20,000 souscrites et libérées procurèrent une somme totale de 6,201,000 francs.

Sur cette somme, 2,000,000 furent dépensés pour les frais de publicité et d'énormes commissions. Le surplus servit à payer les coupons et à amortir des frais généraux considérables.

Ces faits, qu'il est superflu de signaler et qu'il était utile de rappeler, sont couverts par la prescription.

Les ressources procurées par les moyens dont il vient d'être question ne tardèrent pas à s'épuiser et les bénéfices de Susini furent absorbés par les prélèvements de Susini. Dès la fin de 1872, la situation de l'entreprise était désespérée, et au mois de janvier 1874 avait lieu la cessation du paiement des coupons.

Le 30 juin 1874, il restait à peine en caisse 5,000 francs. Les obligataires s'émurent. Mr Lalou fut nommé président du conseil d'administration, en remplacement de Susini qui, le 22 du mois suivant, était déclaré en faillite.

Alors eut lieu une instruction judiciaire sur la dénonciation du syndic Lalou, qui se porta partie civile au nom de la compagnie. Cette instruction révéla des détournements considérables commis par Susini au préjudice de la Société, tant à Paris qu'à la Havane. Ces détournements ne sont pas évalués à moins de deux millions.

Maintenant, représentant des obligataires lésés a plaidé pour la partie civile.

Me Lachaud, avocat du comte Susini, a plaidé que son client était complétement innocent. Bien loin d'être débiteur de la Société, il en est le créancier. Il a employé toutes ses ressources pour la soutenir.

La 9e chambre correctionnelle a rendu hier son jugement dans l'affaire du comte Susini-Ruisco, directeur de la société des cigarettes de la Havane.

Le jugement condamne le comte à deux ans de prison, à 5,000 francs d'amende et à la restitution à la Société de la modique somme de 941,892 fr. 90 c. qu'il lui a escroquée.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, on de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

EDITION HEBDOMADAIRE DE L'*ABEILLE*

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans l'*Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous la vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro.

LA CONSTITUTION FRANÇAISE.

Voici le texte complet de la Constitution républicaine que l'Assemblée a votée définitivement, le 25 février 1875, par 425 contre 254 :

I

LOI D'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS

Art. 1er. Le pouvoir législatif s'exerce par deux Assemblées : la Chambre des députés et le Sénat.

La Chambre des députés est nommée par le suffrage universel, dans les conditions déterminées par la loi électorale.

La composition, le mode de nomination et les attributions du Sénat sont réglés par une loi spéciale.

Art. 2. Le président de la république est élu à la pluralité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans ; il est rééligible.

Art. 3. Le président de la république a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres ; il promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres ; il en surveille et assure l'exécution.

Il a le droit de faire grâce ; les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Il dispose de la force armée.

Il nomme à tous les emplois civils et militaires.

Il préside aux solennités nationales ; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Chacun des actes du président de la république doit être contre-signé par un ministre.

Art. 4. Au fur et à mesure des vacances, le président de la république nomme, en conseil des ministres, les conseillers d'Etat en service ordinaire.

Les conseillers d'Etat ainsi nommés ne peuvent être révoqués que par décision prise en conseil des ministres.

Les conseillers d'Etat nommés en vertu de la loi du 24 mai 1872 ne peuvent être révoqués que dans la forme déterminée par cette loi.

Après la séparation de l'Assemblée nationale, la révocation ne pourra être prononcée que par le Sénat.

Art. 5. Le président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration de son mandat.

En ce cas les collèges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections, dans le délai de trois mois.

Art. 6. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement, et individuellement de leurs actes personnels.

Le président de la république n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Art. 7. En cas de vacance par décès ou pour toutes autres causes, les deux Chambres procèdent immédiatement à la nomination du président de la république, à Versailles, le conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

Art. 8. Les Chambres auront le droit, par délibérations séparées, prises dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément sur la demande du président de la république, de déclarer qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles.

Après que chacune des deux Chambres aura pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée nationale pour procéder à la révision.

Les délibérations portant révision des lois constitutionnelles, en tout ou en partie, devront être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

Toutefois, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873 à M. le maréchal de Mac-Mahon, cette révision ne peut avoir lieu que sur la proposition du président de la république.

Art. 9. Le siége du pouvoir exécutif et des deux Chambres est à Versailles.

II

LOI SUR LE SÉNAT. !

Art. 1er. Le Sénat se compose de trois cents membres :

Deux cent vingt-cinq élus par les départements et les colonies, et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale.

Art. 2. Les départements de la Seine et du Nord élisent chacun cinq sénateurs.

Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre sénateurs.

Seine-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses-Pyrénées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois sénateurs.

Tous les autres départements, chacun deux sénateurs.

L'arrondissement de Belfort, les départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes françaises élisent chacun un sénateur.

Art. 3. Nul ne peut être sénateur, s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins, et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Art. 4. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus à la majorité absolue, et, quand il y a lieu, au scrutin de liste, par un collége réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé :

1o Des députés ;

2o Des conseillers généraux ;

3o Des conseillers d'arrondissement ;

4o Des délégués élus, un par chaque conseil municipal, parmi les électeurs de la commune.

Art. 5. Les sénateurs nommés par l'Assemblée sont élus au scrutin de liste, à la majorité absolue des suffrages.

Art. 6. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus pour neuf années et renouvelables par tiers, tous les trois ans.

Au début de la première session, les départements seront divisés en trois séries contenant chacune un nombre égal de sénateurs ; il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation des séries qui devront être renouvelées à l'expiration de la première et de la deuxième période triennale.

Art. 7. Les sénateurs élus par l'Assemblée nationale sont inamovibles.

En cas de décès, démission ou autre cause, il sera, dans les deux mois, pourvu au remplacement par le Sénat lui-même.

Art. 8. Le Sénat a concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois.

Toutefois, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle.

Art. 9. Le Sénat peut être constitué en cour de justice pour juger, soit le président de la république, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat.

Art. 10. Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation.

Le Sénat entrera en fonctions et se constituera le jour où l'Assemblée nationale se séparera.

LA LOI CONSTITUTIONNELLE SUR LES POUVOIRS PUBLICS.

Le *Journal officiel* promulgue la loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics, telle que l'assemblée l'a adoptée. Nous croyons devoir en reproduire les dispositions :

Art. 1er.—Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent chaque année, le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure faite par le président de la République.

Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Le dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu dans les églises et dans les temples pour appeler son secours sur les travaux des Assemblées.

Art. 2.—Le président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres. Il doit les convoquer si la demande en est faite, dans l'intervalle des sessions, par la majorité absolue des membres composant chaque Chambre.

Le président peut ajourner les Chambres. Toutefois l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session.

Art. 3.—Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du président de la République, les Chambres devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du nouveau président.

A défaut de convocation, cette réunion aura lieu de plein droit le quinzième jour avant l'expiration de ses pouvoirs.

En cas de décès ou de démission du président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit.

Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1875, la Chambre des députés se trouverait dissoute au moment où la présidence de la République deviendrait vacante, les collèges électoraux seraient aussitôt convoqués, et le Sénat se réunirait de plein droit.

Art. 4.—Toute assemblée de l'une des deux Chambres qui serait tenue hors du temps de la session commune est illicite et nulle de plein droit, sauf le cas prévu par l'article précédent et celui où le Sénat est réuni comme cour de justice ; et dans ce dernier cas, il ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

Art. 5.—Les séances du Sénat et celles de la Chambre des députés sont publiques.

Néanmoins, chaque Chambre peut se former en comité secret sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règlement.

Elle décide, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public p ensuite.

Art. 6.—Le président de la République communique avec les Chambres par des Messages qui sont lus à la tribune par un ministre.

Les ministres ont leur entrée dans les deux Chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé, par décret du président de la République.

Art. 7.—Le président de la République promulgue les lois dans le mois qui suit la transmission au gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il doit promulguer dans les trois jours les lois dont la promulgation, par un vote exprès dans l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le président de la République peut, par un message motivé, demander aux deux Chambres une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

Art. 8.—Le président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent.

Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, et au droit de propriété des Français à l'étranger ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. Nulle cession, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

Art. 9.—Le président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres.

Art. 10.—Chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection ; elle peut seule recevoir leur démission.

Art. 11.—Le bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session, et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante.

Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale, leur bureau se compose des présidents, vice-présidents et secrétaires du Sénat.

Art. 13.—Le président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des députés, et ne peut être jugé que par le Sénat.

Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat.

Le Sénat peut être constitué en cour de justice par un décret du président de la République, rendu en conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'Etat.

Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat doit être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi.

Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement.

Art. 13.—Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 14.—Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

Délibéré, en séance publique, à Versailles, les 22 juin, 7 et 16 juillet 1875.

Le président,
Signé : duc d'AUDIFFRET-PASQUIER.

Les secrétaires,
Signé : Félix VOISIN, E. DUCHATEL, E. LAMY, Louis de SÉGUR, vicomte DE MEAUX, Bon de BOURGOING.

Le président de la République promulgue la présente loi,

Maréchal MAC MAHON,
duc de MAGENTA.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,
BUFFET.

AGENTS DE L'ABEILLE.

M. JUST COMES, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.

M. PH. M. MACHET, Marchand, à Baton-Rouge, pour les paroisses de Ouest et Est-Baton-Rouge, Ouest et Est-Feliciana.

WILLIAM GIRARD, à Waterloo paroisse de la Pointe-Coupée.

J. LANDREAU, Maître-de Poste à Hermitage, pour la paroisse de la Pointe-Coupée.

GEO. L. MAYER, Maître-de-poste à Marksville, paroisse des Avoyelles.

A. MARIBAT, à la Nouvelle-Ibérie.

M. KMONET, à Léonville, paroisse St Landry.

M. L. DUPLEIX, à Natchitoches.

M. WM. L. ROCHE, député Maître-de-Poste à Plaquemines, paroisse Iberville.

C. ROBERT, à Franklin, paroisse Ste-Marie.

P. DAMARE, St-Martinville.

VALERY THIBODEAU, Pont-Breau.

A. DURIO, Arnaudville'

M. PETETIN, Grand-Coteau.

ADRIEN GONSOULIN, Pausse-Pointe.

F. F. BÉRNAU, à la Fausse-Christiane.

A. NEVEU, Vermillionville.

LAURENT CHERU, Plaquemines, (Iberville).

A. ROYER, Mœsauville, (Avoyelles).

F. RICHARD, Houma (Terrebonne).

SELVAIN LEHMAN, Maître-de-Poste à Johnsville (Texas).

WM. HUDSON, à Jeannerette, paroisse Ste-Marie.

EDGARD DELÉRY, Bale St-Louis, (Miss).

AUX MAITRES DE POSTE.

Les maîtres de poste sont autorisés à recevoir des abonnements à l'*Abeille* (édition quotidienne, $14 par an ; édition hebdomadaire, $5). Nous les prévenons néanmoins que toute demande d'abonnement sera considérée comme non avenue, à moins que la lettre ne renferme en même temps le montant de l'abonnement, prélèvement fait de commission allouée aux agents et aux maîtres de poste.

Signal d'incendies, par Télégraphe.

Les cloches d'alarme annonçant un incendie désigneront le quartier ainsi qu'il suit :

Par exemple, lorsque l'alarme est donné par la boîte No. 123, les cloches frapperont 1 coup, puis, 5 secondes après elles frapperont 2 coups, et 5 secondes après, 3 coups indiquant ainsi 123. L'alarme ne sera réputé que de 10 en 10 secondes. Autre exemple, pour désigner la boîte No. 48, les cloches frapperont 4 coups, puis un moment après 8 coups—ce qui indiquera que le feu a éclaté dans le voisinage de la boîte 48.

Si l'incendie s'étend, les cloches frapperont 10 coups ; s'il devient général, 20 coups. Alors, toutes les pompes de la ville doivent se porter au quartier où se trouve la boîte qui a signalé l'incendie.

Les boîtes désignées par une étoile sont automatiques.

5 Coin Harmonie et Levée.
6 Coin Washington et Chippewa.
7 Marché Neuvième.
8 Coin Carondelet et Huitième.
9 Coin Prytania et Neuvième.
10 Coin Magnolia et Washington.
12 Coin Sixième et St-Denis.
*14 Case à pompe No 22.
15 Case à pompe No. 23.
16 Compagnie Lafayette No. 1.
17 Coin Live Oak et Première.
18 Coin Magasin et St-André.
19 Coin Ronsseau et Ste-Marie.
21 Coin St-Charles et Première.
23 Coin Dryades et St-André.
*24 Marché Keller.
25 Coin Jackson et Coliseum.
26 Coin Jackson et Liberté.
27 Coin Seconde et Dryades.
29 Coin Market et Levée.
31 Coin Henderson et Levée.
32 Case à pompe No. 12.
34 Case à pompe No 1.
35 Coin Market et Chippewa.
36 Station de Police du 2nd. Précinct.
37 Coin Race et Magasins.
38 Coin Melpomène et Camp.
41 Station de Chevaux, rue St-Charles.
42 Case à pompe No. 20, rue Thalie.
43 Coin Franklin et Terpeichore.
47 Coin Calennié et Nouvelle Levée.
48 Case à pompe No. 6, rue St-Joseph.
51 Coin Constance et Erato.
52 Coin Camp et St-Joseph.
53 Case à pompe No 18, rue Calliope.
54 Coin Nouveau Bassin et Triton Walk.
56 Coin Howard et Clio.
57 Coin Magnolia et Erato,
61 Coin Erato et Franklin.
65 Coin Julie et Levée.
71 Pied de la rue Julie.
72 Coin Canal et Levée.
73 Coin Magazins et Girod.
*74 Coin Natchez et Tchoupitoulas.
*81 Coin Canal et Camp.
82 Case pompe No 5 et City Hall.
83 Case à pompe No 13.
84 Coin Carondelets et Commune.
121 Coin Remparts et Canal.
122 Coin Remparts et Poydras.
124 Case à pompe No 14, rue Commune.
125 Workhouse, rue Girod.
126 Coin Commune et Rocheblave.
127 Coin Claiborne et Poydras.
141 Coin Bienville et Vieille Levée.
142 Coin St-Louis et Royale.
143 Case à pompe No 7, rue Dauphine.
145 Coin Bourgogne et Toulouse.
146 Pélican H. & L. No 4, rue du Basin.
151 Canal et Robertson, Wood's Press.
152 Coin Bienville et Johnson.
153 Coin Derbigny et Conti.
214 Coin Vieille Levée et St-Philippe.
215 Station de police, Place Jackson.
216 Coin Hopital et Dauphine.
217 Case à pompe No 10, rue Dumaine.
221 Coin Trémé et Esplanade.
222 Coin Remparts et Barracks.
224 Marché Trémé et Prison de paroisse.
235 Case à pompe No 21, rue Claiborne.
236 Coin Chemin du Bayou et Claiborne.
241 Case à pompe No 3, Chemin du Bayou.
242 Coin St-Anne et Miro.
243 Stern's Factory, Français et Broad.
252 Case Hook & Ladder No 3.
253 Case à pompe, No 9, rue Esplanade.
254 Case à pompe No 8, rue Victoire.
312 Station de police, rue Champs Elysées.
313 Coin Bazzatelle et Esplanade.
314 Coin Bons Enfants et St-Antoine.
315 Coin BonsEnfants et Champs Elysées.
316 Coin Claiborne et St-Bernard.
412 Coin Laharpe et White, R. R. Depot.
413 Coin Amour et Espagne.
*414 Coin Poète et Urquhart.
*415 Coin Mandeville et Claiborne.
*513 Cotton Press et Levée.
514 Marché Washington.
*515 Coin Clouet et Remparts.
*612 Case à pompe No 24, Grands Hommes.
*613 Coin Dauphine et Indépendance.
*614 Rue Poland, Station des chars.
*615 Casernes des Etats-Unis.
*616 Coin Raynes et Dauphine.

SPECTACLES, ETC.

THEATRE DE L'OPERA.

JEUDI, 12 AOUT 1875.

Représentation extraordinaire offerte par le CLUB DRAMATIQUE LOUISIANAIS, avec le gracieux et obligeant concours de Mmes Vezian et Desdoits et de Mlles Eve Pablesteen et Alphonsine Godin, au profit des victimes de l'inondation en France et sous le patronage du comité de souscription.

COMITE D'ORGANISATION.

Dr. J. Toustre, Président.
Membres du comité :

A. L. Tissot. A. Coutin
A. C. Crossy. A. Bonnecaze.
J. M. Crossy. B. Damiens
Jh. Davis. R. Lafon de Ladebat.
Albert Paul.

COMITE DE RECEPTION.

Président honoraire :
M. le vicomte P. D'Arzac, consul de France
A. L. Tissot, Président,
Membres du comité :

L. Brulatour, C. Vatinel,
E. Stehli jr., J. R. Carrizan,
J. Deano, M. F. Hernandez,
Mt. Mérith, J. Goldsmith,
J. Lavarjat, Ed Rennetat,
Ph. Lafon de Ladebat, E. Carrière,
F. Laborde, R. A. Strother,
A. Plassan, Jh. Davis,
C. André, H. Peralta,
A. Lelong, A. Bayhi,
J. B. Mondiegt, W. Peralta,
R. Canton.

Programme :
(A la demande générale)
DON CESAR DE BAZAN.
Drame en 5 actes mêlé de chants par MM. Dumanoir et Dennery.

Distribution

Charles II, (roi d'Espagne)..... M. J. Cressy.
Don Cesar de Bazan..... J. L. Harjac.
Don José de Santarem..... Alb. Tarride.
Le marquis de Montefior..... L. N. Beguié.
Un capitaine..... A. Montamat.
Un lieutenant..... L. Mendez.
Un juge..... V. Foulon
Un alcade..... W. F. Chingren
Marilana, (chanteuse des rues) Mlle L. Dab ne can
La marquise de Montefior..... Mme Vezian.
Lazarille..... Mlle Dardel-la.
Une jeune fille..... Mlle Alphonsine Godin,
Soldats, seigneurs, peuple, parties membres du club.

Le spectacle commencera par

LE CHAVEU BLANC.

(Comédie en un 1 acte par Octave Feuillet.)

Distribution

Fernand, comte de Linnesa..... M. J. M Cressy.
Clotilde..... Mme Vezian.
Lonison..... Mlle A. Go in

L'orchestre sous la dire tion de M. A. Davis.
Les portes seront ouvertes à 6½ heures. P. M.
On commencera à 7 1/2 heures très précises.
Prix du billet..... $1 00.
31 juillet—

SOUSCRIPTION

EN FAVEUR

des victimes de l'inondation dans le Midi de la France.

Des listes de souscription pour venir au secours des malheureux victimes de l'inondation dans le Midi de la France, sont déposées aux adresses suivantes :

Membres du comité :

Président honoraire : M. le VICOMTE D'ARZAC, consul de France, rue St-Louis ;
Président : FÉLIX LIMET, bureaux de *l'Abeille* rue de Chartres No 73 ;
Vice-présidents : Joseph Girod rue du Maine No 72 ;
Edgar Larue, Cour Gallier ;
D. Pocheln, rue du Canal No 162 ;
G. Mayfié, rue Caroline No 85 ;
Alex. Haussé, au City Hotel ;
Th. Forest, rue Hancock, (3e district.)
Hte. Salomon, rue Vieille Levée No 78 ;
Th. Turle, hôtel Washington, à Miltenburg ;
F. Tujague, rue de Chartres No 13 ;
D. A. Chaffraix, rue la Douane No 54 ;
Editeur du *Propagateur Catholique*, rue Royale No 167 ;
Trésorier ; J. B. Camors, rue Tchoupitoulas No 61 ;
Secrétaire ; J. B. Mondiget, banque des Workingmen, rue du Canal No 91 ;
Membres : Ernest Mérith, maison A. Rochereau & Co., rue St-Louis ;
Léon Godchaux, rue du Canal No 81 ;
Jean Schutzer, rue Conti No 166 ;
E. Guillemet, rue de la Douane No 53 ;
B. Anthony, coin Ursulines et Peters ;
J. P. Dubarry, Marché Dryades ;
Théo. Collain, coin du Maine et Vieille-Levée ;
Jules Munaux, coin Poydras et Remparts ;
P. Gendre, rue des Magasins, coin Peniston, (2e district.)
P. Renaudin, Marché Ste-Marie ;
L. Gregoire, rue St. Andrew No. 248 et Magazine Market.
J. Bayle, rue Chartres No. 40 ;
J. Senac, rue Ste-Anne, coin Chartres ;
G. Bonnecarrere, maison Blanche, rue du Canal ;
Arthur Jaric, restaurant, Boudro, Milneburg ;
M. Vergniolé, rue Decatur No. 73 ;
P. Cantoron, rue Bienville No 41 ;
P. Macon, rue Baronne, coin Poydras ;
John Streuna, rue Bourbon No 16 ;
R. de Gas, rue Commune No. 161 ;
J. P. Dutrey, Marché Dryades ;
C. Gouzy, rue des Français No. 173 ;
J. Dosca, rue Vieille-Levée No. 53, coin Bienville ;
Léon Vallon, rue Gravier No. 182 ;
J. Ségassie, rue Vieille-Levée No 17 ;
R. Lafon de Ladebat ;
A. Walz, rue Conti No. 24 ;
L. Chaplain, rue Royale No. 13 ;
L. Grand, gour Gallier rue Carondelet ;
H. Paris, rue Bourgogne No 56 ;
B. Bobbé, marché Trémé ;
Antoine Alciator, rue St. Louis No 65 ;
St. Cyr Fourcade, rue du Canal, coin Remparts ;
F. Carrère, rue Peters No 8 (3e District) ;
André Madilies, marché Poydras ;
A. Jas, rue de Chartres No 165 ;
François Carrazé, aux Abattoirs ;
L. Bonnet, rue Royale No ... ;
Jacques Alt, encoignure Pologne et Amour ;
Paulin Petiton, à St. Jean Baptiste ;
J. Chipol, à Alger ;
A. Dudonsaat, Passage de la Bourse No 186

ANALYSE DE LA LOI MILITAIRE DU 27 JUILLET 1872.

AU POINT DE VUE DES PÉNALITÉS.

Le travail suivant que monsieur le Consul de France a bien voulu nous communiquer, complète les informations que nous avons déjà données sur le service militaire en France.

Tout Français ayant plus de vingt ans et moins de quarante ans doit le service Militaire,

Soit dans l'armée active,
Soit dans la réserve de l'armée active,
Soit dans l'armée territoriale,
Soit dans la réserve de l'armée territoriale.

TOUT FRANÇAIS ENTRE VINGT ET QUARANTE ANS, SANS AUCUNE ESPÈCE D'EXCEPTION POUR QUELQUE CAUSE QUE CE SOIT, DOIT SE FAIRE INSCRIRE SUR LE REGISTRE AD HOC TENU AU CONSULAT LE PLUS VOISIN DE SA RÉSIDENCE.

Quiconque ne se fait pas inscrire est déféré aux Tribunaux ordinaires, et puni d'une amende de dix francs à deux cents francs ; il peut, en outre, être condamné à un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

En temps de guerre la peine est double.

Toutefraude ou manœuvre par suite de laquelle un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement ou de tirage est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Tout homme qui, ayant reçu un ordre de route, ne se rend pas à sa destination dans les délais fixés, est puni, sauf le cas où il peut présenter une excuse valable, d'un mois à un an de prison en temps de paix et de deux à cinq ans en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre les noms des insoumis sont affichés dans toutes les Communes du Canton de leur domicile.

Quiconque a reçu ou pris à son service un insoumis, ou favorisé son évasion, empêché ou retardé le départ d'un jeune soldat est puni de vingt à deux cents francs d'amende, et d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à six mois.

Ne compte pas pour les années de service militaire, le temps passé en prison en vertu d'un jugement.

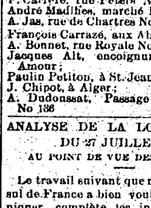
Le Conseil refusera désormais sa protection à tout français qui ne se sera pas conformé aux prescriptions de la Loi Militaire.

Wm. H. SHEPARD,

106.....RUE DU CAMP.....106

Agent général pour la vente de la Machine à fourbir, patentée, de Pirrong.

Patente du 13 octobre 1874.



C'est la seule machine du monde qui prepu l'eau sans drap ou sans éponge.

Elle nettoye et sèche le plancher avec une merveilleuse rapidité, sans qu'on ait besoin de s'agenouiller, de se baisser ou de mettre la main dans de l'eau sale.

Elle change le fourbissage—le plus désagréable des travaux du ménage—en une tache qui se fait en peu de temps et très aisément.

Elle est faite des meilleurs matériaux ; elle durera et on garantit que l'acheteur en sera content.

A vendre par E. F MIOTON, QUEYROUZE & BOIS, STADTFER, MACREADY & CO. KEENER BROS & CO., W. G. SHEPARD & CO. SAMUEL E. MOORE, BRIGGS, PAYNE & CO., SCHMIDT & ZIEGLER et un grand nombre d'autres maisons.

Mmai—1m

GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE

organisée au profit des inondés

du Midi de la France,

Sous le patronage du comité de la souscription, des sociétés françaises de la Nouvelle-Orléans et avec le concours actif d'un comité de DAMES PATRONNESSES,

Cette fête sera donnée

AUX FAIR GROUNDS

Le Dimanche, 15 août 1875.

COMITÉ D'ORGANISATION.

Présidents Honoraires :

M. le Consul de France, Vic